

PRESTATIONS DE PRELEVEMENTS ET D'ANALYSES DE CHLORDECONEMIE A DESTINATION DE LA POPULATION SUR LE TERRITOIRE DE LA MARTINIQUE POUR L'ARS DE MARTINIQUE

N° 2025-Chlordéconémie

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir Adjudicateur :

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LA MARTINIQUE

Centre d'affaires- Zac de l'Etang z'Abricot – Pointe des Grives | CS 80656

97263 Fort de France cedex | Standard : 0596 39 42 43 | Fax : 0596 39 44 08

La présente procédure est soumise aux règles issues du Code de la commande publique.

Marché ayant pour objet des services sociaux

Procédure de marché à procédure adaptée (MAPA) en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique

Le présent CCAP comporte 22 pages.

SOMMAIRE

1.	OBJET – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1.	OBJET	3
1.2.	DISPOSITIONS GENERALES.....	7
1.3.	PARTIES CO-CONTRACTANTES.....	7
1.4.	CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE DES DONNEES ...	8
1.5.	RESPONSABILITE, DEVOIR DE CONSEIL ET RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES PAR LE TITULAIRE.....	9
1.6.	RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE	9
1.7.	PROTECTION DE LA MAIN D’OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	10
1.8.	PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE	10
2.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	11
2.2.	NORMES APPLICABLES.....	12
2.3.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	12
3.	PRIX – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES.....	12
3.1.	CONTENU DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES.....	12
3.2.	VARIATION DES PRIX.....	13
3.3.	APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	14
3.4.	DELAÏ ET CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT.....	14
3.5.	LE RETARD DE PAIEMENT	15
3.6.	AVANCE.....	16
3.7.	NANTISSEMENT	16
4.	MODALITES D’EXECUTION - PENALITES.....	16
4.1.	REUNION DE DEMARRAGE DU MARCHÉ	16
4.2.	DELAÏS D’EXECUTION	17
4.3.	PENALITES	17
5.	CLAUSES DE REEXAMEN	18
5.1.	VARIATION DES PRIX - REVISION	18
5.2.	CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE, CHANGEMENT D’ADRESSE ET DE COORDONNEES BANCAIRES 18	
5.3.	PRIX NOUVEAUX	18
5.4.	EVOLUTION TECHNIQUE OU TECHNOLOGIQUE	19
5.5.	EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION.....	19
5.6.	ATTEINTE DU MONTANT MAXIMUM DE L’ACCORD-CADRE.....	19
6.	DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A REMETTRE EN COURS D’EXECUTION	20
7.	VERIFICATIONS ET ADMISSION.....	20
7.1.	OPERATION DE VERIFICATION	20
	Les vérifications sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS.	20
7.2.	ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	21
8.	REGIME DES RESULTATS.....	21
9.	REGLEMENT DES LITIGES	21
10.	ASSURANCES.....	21
11.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	21
12.	RESILIATION	21
12.1.	INSCRIPTION DE LA CHLORDECONEMIE A LA NOMENCLATURE.....	21
13.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	22

1. OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET

1.1.1. Périmètre du marché

La présente consultation concerne les PRESTATIONS DE PRELEVEMENTS ET D'ANALYSES DE CHLORDECONEMIE A DESTINATION DE LA POPULATION SUR LE TERRITOIRE DE LA MARTINIQUE POUR L'ARS MARTINIQUE.

Parmi les grandes priorités du plan Chlordécone IV (2021-2027) figure la montée en charge du dosage du chlordécone sanguin (chlordéconémie) chez les populations Antillaises.

La chlordéconémie est gratuite pour tous.

Ainsi, la population martiniquaise se rend librement, avec ou sans prescription médicale, dans le laboratoire de biologie médicale de son choix, sur le territoire de la Martinique, pour réaliser une chlordéconémie.

Les prélèvements seront obligatoirement réalisés en Martinique.

Les analyses seront réalisées sur le territoire de la Martinique.

Les dépenses relatives au dispositif de chlordéconémie sont prises en charge par l'ARS Martinique.

L'ARS Martinique a fixé à 84.90€ le prix unitaire et forfaitaire plafond d'une chlordéconémie (cf. art. 3.1 du présent CCAP).

L'ARS Martinique a déployé un parcours d'accompagnement gradué proposé à la suite des tests de chlordéconémie. Il est basé sur des recommandations alimentaires et un suivi par des professionnels de santé.

Un accompagnement spécifique a été mis en place pour les personnes surexposées, soit des personnes ayant une chlordéconémie supérieure à 0,40 microgramme par litre de plasma.

Elles sont recontactées pour un suivi à domicile réalisé par un professionnel de santé. La visite permet de mieux comprendre les habitudes alimentaires qui expliquent la surexposition à la chlordécone et d'y remédier. En effet, il est possible de diviser par deux le taux de chlordécone dans le sang entre 4 et 6 mois en supprimant les sources d'exposition alimentaires.

Après 9 mois, une nouvelle chlordéconémie est proposée. Dans le cadre de l'accompagnement renforcé, les professionnels de santé peuvent orienter au besoin les usagers vers le Centre Régional de Pathologie Professionnelle et Environnementale (CRPPE) du Centre Hospitalier Universitaire de la Martinique (CHUM).

1.1.1.1. Règlementation et normes:

- Code de la santé publique Partie législative (Articles L1110-1 à L6441-1)

* Sixième partie : Etablissements et services de santé (Articles L6111-1 à L6441-1)

* Livre II : Biologie médicale (Articles L6211-1 à L6242-5)

– Arrêté du 26 novembre 1999 relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale

– L'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale ratifiée par la « Loi 2013-442 du 30 mai 2013 » portant réforme de la biologie médicale, constitue la référence législative qui s'applique à tous les laboratoires de biologie médicale

– Arrêté du 5 août 2010 fixant les références des normes d'accréditation applicables aux laboratoires de biologie médicale

- Décret n° 2011-1268 du 10 octobre 2011 fixant les règles permettant d'apprécier l'activité d'un laboratoire de biologie médicale et le pourcentage maximum d'échantillons biologiques pouvant être transmis entre laboratoires de biologie médicale
- Décret n°2011-2119 du 30 décembre 2011 relatif aux modalités de transmission d'un échantillon biologique entre laboratoires de biologie médicale
- Décret n° 2013-117 du 5 février 2013 relatif aux conditions d'exploitation d'un laboratoire de biologie médicale par une société d'exercice libéral
- Instruction n° DGOS/MSIOS/2013/281 du 7 juin 2013 relative à l'utilisation du nom de famille (ou nom de naissance) pour l'identification des patients dans les systèmes d'information des structures de soins
- Décret n°2014-606 du 6 juin 2014 relatif aux conditions de remplacement des biologistes médicaux par des internes en médecine et en pharmacie
- Arrêté du 13 août 2014 fixant les catégories de professionnels de santé autorisés à réaliser des prélèvements d'échantillons biologiques aux fins d'un examen de biologie médicale et la phase analytique de l'examen de biologie médicale en dehors d'un laboratoire de biologie médicale ainsi que les lieux de réalisation de ces phases
- Instruction n°2014-330 du 7 novembre 2014 relative à la mise en œuvre de la télé déclaration d'activité annuelle des laboratoires de biologie médicale à partir de l'année 2015
- Décret n°2015-205 du 23 février 2015 relatif aux modalités de dépôt des demandes d'accréditation des laboratoires de biologie médicale prévues en application du I de l'article 7 de l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale
- Arrêté du 4 novembre 2015 modifiant la liste des familles du domaine de la biologie médicale prévue en annexe I de l'arrêté du 17 octobre 2012 modifié définissant les conditions justificatives de l'entrée effective d'un laboratoire de biologie médicale dans une démarche d'accréditation.
- NF EN ISO 15189 pour les laboratoires de biologie médicale (LBM) et NF EN ISO 22870 pour les analyses de biologie délocalisées.

Conformément à l'article L2111-2 du CCP, les services à réaliser dans le cadre du présent marché sont définis par référence à des spécifications techniques qui sont décrites et mentionnées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires Contractuel et au Cadre de Réponse Technique.

Au titre de sa candidature (cf. art.3.1.3 du Règlement de la Consultation), le prestataire aura obligatoirement justifié de son accréditation « laboratoire de biologie médicale » délivrée par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC).

1.1.2. Allotissement

Conformément aux articles L2113-11-2° et R2113-1 à 3 du CCP, la présente consultation ne fait pas l'objet d'allotissement, en effet, compte-tenu de l'objet du marché, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence.

1.1.3. Technique particulière d'achat

Conformément aux articles L2125-1-1°, R2162-1 à 10 et R2162-13-14 du CCP, le présent marché est un accord-cadre multi attributaires à marchés subséquents.

L'accord-cadre sera attribué aux 4 premiers soumissionnaires, maximum, dont l'offre aura été jugée économiquement la plus avantageuse.

Si les soumissionnaires retenus étaient inférieurs au nombre de 4, l'accord-cadre serait alors attribué à ces soumissionnaires dont l'offre aura été jugée économiquement la plus avantageuse.

Ainsi, en application de l'article R2162-10-4°, un marché subséquent sera attribué à ceux des titulaires de l'accord-cadre qui ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses, sur la base des critères d'attribution énoncés dans l'accord-cadre.

Pour des raisons techniques liées à l'implantation des laboratoires de biologie médicale sur le territoire de la Martinique et à la liberté laissée à la population martiniquaise de se rendre dans le laboratoire de biologie médicale de son choix sur le territoire de la Martinique, le marché subséquent ne donnera pas lieu à remise en concurrence.

Le marché subséquent s'exécutera conformément aux caractéristiques fixées dans l'accord-cadre.

Le marché subséquent prendra la forme d'un accord-cadre s'exécutant au moyen de bons de commande.

Conformément à l'article R2194-8 du code la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'augmenter le montant maximum du marché dans la limite de 10% du montant initial.

Montant de l'accord-cadre

Masses financières annuelles de l'accord-cadre	
Montant minimum	Sans objet
Montant maximum	2 500 000.00€ HT

1.1.3.1. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé pour une durée initiale d'un an à compter de sa date de l'ordre de service (OS).

IMPORTANT : si les chlorderconémies venaient à être inscrites à la nomenclature alors seules les dispositions de l'article 12.1 du présent CCAP s'appliquent.

1.1.3.2. Reconduction de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet de reconduction.

Il pourra être renouvelé 3 fois par tacite reconduction pour une période de 12 mois, sans que sa durée totale d'exécution n'excède 48 mois.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, il prend une décision écrite de non-reconduction et en informe le titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal au moins 3 mois avant la date d'échéance de chaque période de validité des marchés.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire n'a pas la faculté de refuser la reconduction.

1.1.3.3. Durée du marché subséquent

Le marché subséquent étant fondé sur l'accord-cadre, il ne pourra être conclu que pendant la durée de validité de cet accord-cadre.

Le marché subséquent est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de l'ordre de service (OS).

Il pourra faire l'objet de reconduction.

Il pourra être renouvelé 3 fois par tacite reconduction pour une période de 12 mois, sans que sa durée totale d'exécution n'excède 48 mois.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, il prend une décision écrite de non-reconduction et en informe le titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal au moins 3 mois avant la date d'échéance de chaque période de validité des marchés.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire n'a pas la faculté de refuser la reconduction.

1.1.3.4. Focus sur l'activité antérieure de chlorderconémie

Activité semestrielle de chlorderconémie 2021-2022-2023 **Sur la base des déclarations d'activité des Laboratoires de biologie médicale de Martinique**

Nombre de prélèvements déclarés pour dosage de chlorderconémie sur le territoire de la Martinique	
1er semestre 2021	951
2ème semestre 2021	2 735
1er semestre 2022	3 092
2ème semestre 2022	3 502
1er semestre 2023	7 533
2ème semestre 2023	5 713

Activité totale de chlorderconémie de 2021 à 2023 : 23 526 prélèvements

MI1-2-19- Prévention des Risques liés à l'environnement : Autres risques, dont environnement extérieur

1.1.3.6. Nomenclatures CPV

85100000-0 : services de santé

85111810-1: services d'analyses de sang

85145000-7 : services prestés par les laboratoires médicaux

1.2. DISPOSITIONS GENERALES

Les pièces du présent accord-cadre sont rédigées en français. Dans le cas contraire, l'Acheteur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au présent marché se déroulent en français.

1.2.1. Conditions de passation des bons de commande

Les prestations sont commandées dans les conditions suivantes :

- Sous forme de bons de commande émanant de la Direction Métier concernée, signés par le Directeur Général de l'ARS Martinique;
- Par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

1.2.2. Contenu du bon de commande

Chaque bon de commande précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée.

Chaque bon de commande contient au minimum :

- la référence du marché,
- le lieu d'exécution,
- le délai d'exécution et de livraison,
- le numéro du marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande,
- la désignation/libellé et le Numéro ordre/postes de prix pour les prestations du bordereau des prix unitaires et forfaitaires contractuel,
- la quantité des prestations à exécuter le cas échéant,
- le montant hors TVA des prestations exécutées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises des prestations exécutées,
- les conditions d'intervention ainsi que les prescriptions particulières éventuelles.

Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au terme du marché.

1.3. PARTIES CO-CONTRACTANTES

Le présent accord-cadre est conclu entre :

L'Agence Régionale de Santé (ARS) de Martinique représentée par sa Directrice Générale (Pouvoir Adjudicateur)

Et

Le(s) laboratoire(s) de biologie médicale titulaire(s) de l'accord-cadre.

1.3.1. Dispositions en cas d'opérateurs économiques étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euros reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... Du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées en euros.

Leurs prix resteront inchangés en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

1.4. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE DES DONNEES

Les stipulations des articles 5.1 et 5.2 du CCAG-FCS s'appliquent.

L'Agence régionale de santé de Martinique procède à un traitement informatique de vos données à caractère personnel dans le cadre du suivi des chlordéconémies, analyses inscrites au Plan chlordécone IV. La finalité du traitement est le suivi d'une priorité de santé qui s'inscrit dans le cadre d'une mission d'intérêt public. Ce traitement répond au respect d'une obligation légale à laquelle est soumis le responsable du traitement (article 6.1.c du Règlement général sur la protection des données - RGPD - du 27 avril 2016). Ces données sont conservées pendant 20 ans puis versées aux Archives Départementales.

Compte-tenu de l'objet du présent accord-cadre, le laboratoire de biologie médicale devra obligatoirement compléter l'annexe RGPD jointe au présent CCAP.

L'ARS Martinique souhaite attirer l'attention du titulaire quant à la grande discrétion que ce dernier devra adopter quant aux informations relevant du secret professionnel qui pourraient lui être transmises.

L'ARS Martinique remettra aux titulaires du marché, des affiches d'information « CHLORDECONE » à afficher, dans chacun de leurs établissements, pour information du public (cf. Annexes 1 et 2 CCTP).

1.5. RESPONSABILITE, DEVOIR DE CONSEIL ET RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES PAR LE TITULAIRE

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat, il devra ainsi mobiliser tous ses moyens organisationnels, humains et matériels pour une parfaite exécution des prestations objet du marché. Il devra ainsi palier toute situation critique liée à des dysfonctionnements internes.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, d'information et de recommandation. Il doit notamment attirer l'attention de l'ARS Martinique sur toutes nouvelles obligations législatives ou réglementaires dans les domaines objet du marché.

Les stipulations des clauses contractuelles du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui pourraient figurer sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord express de l'ARS Martinique.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'ARS Martinique les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique du titulaire ;
- À la raison sociale du titulaire ou sa dénomination ;
- À son siège social ;
- À son capital social ;
- À toutes autres modifications importantes du fonctionnement du titulaire.

Pour les besoins de la mesure des résultats du marché et en complément des dispositions du CCTP, le pouvoir adjudicateur est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information, notamment statistique ou financière, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

1.6. RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;

- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent marché respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : [Nom et coordonnées du service référent de l'acheteur]

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

1.7. PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les dispositions de l'article 6 du CCAG FCS s'appliquent

1.8. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG FCS s'appliquent.

1.8.1. Clause environnementale

Dans le cadre des objectifs de développement durable prescrits par l'article L.2111-1 du Code de la Commande Publique, l'acheteur a évalué le titulaire sur la base d'un critère relevant des performances en matière de protection de l'environnement (article R2152-7 du Code de la Commande Publique).

Dans l'hypothèse où il ne respecterait pas ces engagements, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité définie à l'article 4.3 du présent document.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1.1. Accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité:

- L'acte d'attribution valant engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ARS Martinique fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et son annexe RGPD, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ARS Martinique fait seul foi sans modification ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ARS Martinique fait seul foi sans modification ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales, document général fixant les conditions administratives applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS / arrêté du 30.03.2021 paru au JORF du 1.04.2021). Il est précisé que les dispositions du CCAG s'entendent à la lumière des règles issues du Code de la Commande Publique ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires Contractuel (BPUFC) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ARS Martinique fait seul foi sans modification ;
- Le Cadre de Réponse Technique remis par le titulaire à l'appui de son offre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.2.2 du présent document.

2.1.2. Marché subséquent

Les pièces constitutives du marché subséquent sont les suivantes par ordre de priorité:

- L'acte d'attribution valant engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ARS Martinique fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières de l'accord-cadre et son annexe RGPD, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ARS Martinique fait seul foi sans modification ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'accord-cadre et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ARS Martinique fait seul foi sans modification ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales, document général fixant les conditions administratives applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS / arrêté du 30.03.2021 paru au JORF du 1.04.2021). Il est précisé que les dispositions du CCAG s'entendent à la lumière des règles issues du Code de la Commande Publique ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires Contractuel (BPUFC) de l'accord-cadre dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ARS Martinique fait seul foi sans modification ;

- Le Cadre de Réponse Technique de l'accord-cadre remis par le titulaire à l'appui de son offre ;
- Les bons de commande émis au titre du marché subséquent ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.2.2 du présent document.

2.2. NORMES APPLICABLES

Les prestations, objet du présent accord-cadre, doivent être conformes aux normes françaises ou européennes homologuées ou toutes autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux ou, conformément aux dispositions de l'article R.2111-4 à R.2111-11 du Code de la Commande Publique, respecter de manière équivalente les spécifications issues de ces différents documents.

2.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les obligations du titulaire liées à l'exécution du présent marché sont mentionnées aux spécifications techniques du CCTP de l'accord-cadre et ses annexes.

3. PRIX – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1. CONTENU DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

L'ARS Martinique a fixé à 84.90€ le prix unitaire et forfaitaire plafond d'une chlอร์ดéconémie.

Ce prix est composé des éléments suivants:

- Prélèvement sanguin et forfait pré-analytique + forfait sanguin : 5€ maximum
- Recueil des données pour l'évaluation du dispositif de chlอร์ดéconémie : 12,40€ maximum
- Dosage du chlอร์ดécone sanguin : 67,50€ maximum

3.1.1. Contenu des prix

Les dispositions du CCAG FCS s'appliquent.

Le prestataire est réputé, préalablement à la remise de son offre, avoir apprécié exactement l'importance et la particularité des prestations ainsi que leurs conditions d'exécution.

3.1.2. Règlement des prestations

Les prix applicables sont ceux en vigueur le jour de l'émission du bon de commande. Par émission, il convient d'entendre la date à laquelle a été établi le bon de commande.

Le paiement correspondant à la réalisation complète d'une commande est considéré comme un paiement partiel définitif (article R 2191-26 du Code de la Commande Publique).

Les modalités de détermination des prix sont les suivantes :

- Les prestations sont réglées par application aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires et forfaitaires contractuels dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires contractuel (BPUFC),

3.1.3. Modalités de règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement des sommes dues au titre du présent marché sont les suivantes :

- Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

A ce titre et conformément à l'arrêté du 12/03/2020 relatif à la procédure de service fait présumé mise en œuvre par les ordonnateurs de l'Etat en application de l'article 31 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, plus particulièrement ses articles 6 et 7, le reporting trimestriel des analyses chlordéconémie transmis par le titulaire (cf. Annexe 2 et art. Reporting du CCTP), dans le délai imparti, sera l'unique document permettant au Pouvoir Adjudicateur d'attester du service fait des prestations.

- La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Ce maximum peut être ramené à un mois dans les conditions fixées à l'article R.2191-22 du Code de la Commande Publique.

3.2. VARIATION DES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La valeur à retenir est la valeur réelle au premier jour ouvré de la date de révision, telle que communiquée par l'organisme officiel émetteur de l'indice correspondant visé ci-dessous. La communication s'entend comme étant celle donnée en ligne sur le site Internet correspondant.

3.2.1. Forme des prix

Les prix unitaires et forfaitaires du Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires Contractuel sont fermes pendant la 1^{ère} période et révisables à la date anniversaire du marché.

Une fois révisé, les nouveaux prix unitaires et forfaitaires restent inchangés jusqu'à la prochaine révision annuelle et ce jusqu'au terme du marché.

3.2.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

3.2.3. Modalités de révision des prix

La révision est applicable à l'ensemble des prestations prévues au BPUFC.

La révision est à la charge du titulaire, elle sera formulée par courriel à l'adresse suivante :

ars-martinique-achats@ars.sante.fr .

Dans sa demande de révision, le titulaire devra produire, outre le BPUFC révisé, l'index de référence ainsi que le calcul du coefficient applicable.

En dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG FCS, lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs sont effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

. Si la deuxième décimale est comprise entre zéro et quatre (ces valeurs incluses) la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

. Si la deuxième décimale est comprise entre cinq et neuf (ces valeurs incluses) la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de modification ou de suppression officielle de tout ou partie des index suivants, les nouveaux index de substitution préconisés seront pris en compte.

Les prix du BPUFC seront révisés annuellement par application de la formule suivante :

$Pr = P0 \times (Im / I0)$

Où

. Pr est le prix révisé

. P0 est le prix initial du marché

. Im est la valeur de la référence du mois de révision de prix

. I0 est la valeur de la référence du mois 0 (mois de remise des offres) tel que ce mois est défini à l'article 3.2.2 du présent document.

L'index retenu pour apprécier l'évolution des éléments constitutifs du coût des prestations est :

. Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 06.2.3.1 - Services de laboratoires d'analyses médicales et de centres de radiologie – Identifiant 001763638 sur le site Internet correspondant :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763638>

3.3. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Pour mémoire, le taux de TVA normal qui s'applique en Martinique est de 8.5%.

3.4. DELAI ET CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

Les sommes dues au titulaire en exécution du présent marché sont réglées par mandat administratif.

Le délai global de paiement, fixé à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, s'entend à dater de la réception de la facture par l'acheteur attesté par le portail Internet Chorus pro.

Le titulaire transmettra tous les 3 mois ses factures en fonction des prestations réalisées conformément au reporting trimestriel des analyses chlordéconémie transmis par le titulaire à l'ARS Martinique (cf. art. 3.1.3 du présent CCAP).

La remise des factures devra obligatoirement être réalisée par transmission électronique via Chorus pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/> Conformément à la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et du Code de la Commande Publique.

Les modalités de transmission des demandes de paiements dématérialisées sont indiquées sur le site.

Pour information, le code SIRET de l'ARS Martinique est le : 130 007 883 00015.

Les factures sous forme électronique afférentes au marché devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- « 1° La date d'émission de la facture ;
 - « 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - « 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - « 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande, ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
 - « 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement (ou à défaut de son intitulé) ;
 - « 6° La date d'exécution des services ;
 - « 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
 - « 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - « 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - « 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - « 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - « 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- « Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur tels que figurant sur le marché passé avec la personne publique et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
- « Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Pour les sociétés immatriculées à l'étranger, le numéro de TVA intracommunautaire est obligatoire.

Les factures devront être accompagnées en pièces jointes de la transmission électronique des justificatifs suivants :

- bon de livraison pour les fournitures. Les noms et prénoms du réceptionnaire doivent être lisibles. La date doit être indiquée. Le bon de livraison doit être émargé par le réceptionnaire.

Toute facture ne répondant pas à ces exigences sera rejetée définitivement du portail Internet : chorus-pro.gouv.fr.

3.5. LE RETARD DE PAIEMENT

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat (articles L. 2192-13 et R. 2192-32 du code de la commande publique) ;

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (articles L. 2192-13 et D. 2192-35 du code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage (article R. 2192-31 du code de la commande publique).

3.6. AVANCE

Sans objet

3.7. NANTISSEMENT

Il est porté à l'attention du titulaire les dispositions suivantes du Code de la Commande publique:

- Article R2191-46 : « Lorsque le titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe l'acheteur qui lui communique :
1° Soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché ;
2° Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définis par un arrêté du ministre chargé de l'économie figurant en annexe du présent code. »
- Article R2191-52 : « Dans le cas d'un marché attribué à un groupement conjoint d'opérateurs économiques, il est délivré à chaque opérateur économique un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité limité au montant des prestations qui lui sont confiées. »
- Article R2191-53 : « Dans le cas d'un marché attribué à un groupement solidaire d'opérateurs économiques, il est délivré un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité au nom du groupement, dès lors que les prestations réalisées par les entreprises ne sont pas individualisées. Si les prestations sont individualisées, les dispositions de l'article R. 2191-52 s'appliquent ».
- Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande, il est délivré, sur demande du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande (Article R2191-51).
Les demandes de nantissement ou cession de créance seront adressées au service en charge de l'exécution du marché.

4. MODALITES D'EXECUTION - PENALITES

Les modalités, lieux, périodes, délais et contraintes d'exécution des prestations sont décrits au CCTP.

4.1. REUNION DE DEMARRAGE DU MARCHE

Suite à la notification du marché et dans un délai maximum de 15 jours ouvrés, le titulaire sera convié par l'ARS Martinique à une réunion de démarrage dudit marché, en présence des responsables de la Direction Métier et du Département Achats Ordonnancement et Supervision Budgétaire. Cette réunion est intégrée au pilotage de la prestation.

Lors de cette réunion, après présentation des interlocuteurs et référents, il sera notamment procédé à une relecture commune des dispositions du cahier des charges et à un échange sur diverses modalités de celui-ci.

4.2. DELAIS D'EXECUTION

Les différents délais d'exécution sont détaillés au CCTP.

Les délais d'exécution sont précisés sur le bon de commande correspondant.

En dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose de 10 jours ouvrés à réception du bon de commande pour faire toute observation. Au-delà de ce délai, il ne peut émettre de réserve sur le contenu de la commande.

En dérogation à l'article 21.4 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra invoquer de difficultés exceptionnelles de manutention donnant lieu à des rémunérations distinctes supplémentaires.

4.2.1. Prolongation des délais

Les dispositions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS sont seules applicables.

En cas de difficultés d'exécution du contrat en raison de circonstances exceptionnelles, les dispositions des articles L.2711-6 à L.2711-8 du Code de la Commande Publique s'appliquent.

4.3. PENALITES

Les pénalités s'appliquent sur les jours ouvrés et feront l'objet de titres de recettes.

4.3.1. Mise en demeure préalable

En application de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la mise en demeure. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités de retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Ces dispositions s'appliquent également dans le cadre des retenues pour non remise des documents.

Ces dispositions s'appliquent également dans le cadre des retenues relatives à la clause environnementale et à la gestion des déchets (articles 16.2 et 20.4 du CCAG-FCS).

4.3.2. Application des pénalités de retard / pour la Méconnaissance de ses obligations / pour non-respect de la Clause environnementale

Les stipulations de l'article 14.1 du CCAG FCS s'appliquent.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000€ pour l'ensemble du marché.

4.3.3. Application d'une pénalité pour absence aux réunions

En dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, un titulaire ou son référent absent à une réunion programmée, sans justification, se verra appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire de 20€/réunion.

5. CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, les marchés peuvent être modifiés sans nouvelle procédure de passation de marché.

Ces modifications, quelle que soit leur valeur monétaire, sont prévues dans le présent CCAP sous la forme de la présente clause de réexamen. Cette clause indique le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage. Elle ne permet pas de modifications qui changeraient la nature globale du marché considéré.

La validation de la mise en jeu des clauses de réexamen fera l'objet d'un arbitrage préalable du Département Achats Ordonnancement et Supervision Budgétaire de l'ARS Martinique.

5.1. VARIATION DES PRIX - REVISION

En cas de suppression d'indice et en l'absence de mise en place de série de raccordement ou d'indice de remplacement, le nouvel indice sera notifié par ordre de service après demande préalable de validation au titulaire du marché. Dans un délai de deux semaines à compter de la proposition d'indice de l'Acheteur, le silence gardé par le titulaire vaudra acceptation tacite de l'indice proposé.

5.2. CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE, CHANGEMENT D'ADRESSE ET DE COORDONNEES BANCAIRES

En cas de changement de dénomination sociale ou changement d'adresse ou changement d'adresse mail en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer à l'acheteur une attestation expliquant ce changement et tout justificatif le cas échéant.

En cas de changement des coordonnées bancaires, intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'en informer l'acheteur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.

En cas de changement d'adresse mail contractuelle (article B1.C Acte d'attribution), intervenant en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'en informer l'Acheteur et la Direction Métier et de lui communiquer la nouvelle adresse mail. Cette nouvelle adresse annule et remplace la précédente et devient contractuelle.

5.3. PRIX NOUVEAUX

Les pièces techniques déterminent la nature des prestations, objets du présent accord-cadre. Par exclusion, toute autre prestation non référencée ne peut faire l'objet de commande. Toutefois, dans le cas d'un besoin nouveau en cours de marché, prestation nécessaire et non initialement prévue au BPUFC, liée par exemple à l'organisation d'opérations ponctuelles, l'acheteur détermine, par ordre de service simple, les nouvelles prestations à intégrer au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires Contractuel.

L'ajout de poste de prix se fera dans les conditions suivantes :

- Prix en lien direct avec l'objet du marché,
- Prix intégré à l'intérieur d'une famille du BPUFC,
- L'adjonction de prix est limitée à 4 postes de prix nouveaux au BPUFC sur la durée totale d'exécution du marché.

Les ajouts de poste de prix n'impactent pas les masses minimum et maximum de l'accord-cadre.

5.4. EVOLUTION TECHNIQUE OU TECHNOLOGIQUE

En cas d'évolution technologique ou de changement de technique, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix. Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle technologie ou technique se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne technologie ou technique est maintenu pour la nouvelle.

5.5. EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra seul décider de passer un avenant au dit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

Conformément au CCTP, ces dispositions pourraient concerner l'intégration du compte rendu d'analyse dans l'espace santé de chaque usager (Dossier Médical Partagé), l'outil numérique de suivi du parcours chlordécone de l'usager ainsi que les annexes au CCTP.

IMPORTANT : si les chlodéconémies venaient à être inscrites à la nomenclature alors seules les dispositions de l'article 12.1 du présent CCAP s'appliquent.

5.6. ATTEINTE DU MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE

Lorsque 90 % du maximum du présent accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe les titulaires. Dans un délai de 15 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre dans la limite de 10 % du maximum initial.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet aux titulaires un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié de l'accord-cadre n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé aux titulaires.

6. DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A REMETTRE EN COURS D'EXECUTION

En application des dispositions combinées du Code de la Commande publique et du code du travail, le titulaire du marché concerné sera tenu de fournir au service gestionnaire du marché, tous les six mois à compter de la date de signature du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, les documents suivants :

Pour le titulaire établi en France :

1°) Le titulaire fournit dans tous les cas, les documents suivants :

Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;

2°) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

3°) Une liste nominative des salariés étrangers conformément aux articles L8254-1 et D8254-2 et -4 du code du travail.

Pour le titulaire établi à l'étranger, ce dernier se reportera utilement aux dispositions de l'article R.2143-7 alinéa 2 du Code de la Commande publique.

7. VERIFICATIONS ET ADMISSION

7.1. OPERATION DE VERIFICATION

Les vérifications sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS.

7.2. ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Les dispositions de l'article 30 du CCAG FCS s'appliquent.

8. REGIME DES RESULTATS

Les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS s'appliquent.

9. REGLEMENT DES LITIGES

En vue de trouver une solution amiable à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du présent marché, l'ARS Martinique et le Titulaire conviennent de se réunir dans les cinq jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiée par l'une des deux parties.

En cas de litige, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable.

Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du Tribunal Administratif de Fort-de-France, seul compétent en la matière.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations.

10. ASSURANCES

Le titulaire du marché devra transmettre au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 7 jours à compter de la notification du marché, une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité. Cette attestation devra être renouvelée et transmise chaque année au pouvoir adjudicateur.

A défaut de production de cette attestation dans le délai imparti pourra entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts éventuellement dus.

11. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent.

12. RESILIATION

Les dispositions afférentes à la résiliation du marché sont celles :

- du Code de Commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019
- du CCAG-FCS

12.1. INSCRIPTION DE LA CHLORDECONEMIE A LA NOMENCLATURE

L'inscription de la chlorderconémie à la nomenclature serait une raison réglementaire de résiliation du marché, par l'Acheteur, pour motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, le titulaire n'aura pas droit à une indemnité de résiliation.

13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations Intellectuelles :

L'article ... du CCAP déroge	A l'article ... du CCAG
3.2.3 (modalités de révision des prix)	10.2.3
4.2 (délais d'exécution)	3.7.2 & 21.4
4.3.3 (pénalités)	14.1
12.1 (résiliation du marché)	42
10 (assurances)	9